

09/03/12

Communiqué de presse

LE COPA-COGECA SOULIGNE QUE L'EXCESSIVE BUREAUCRATIE QU'IMPLIQUENT LES PROPOSITIONS DE LA COMMISSION SUR LA FUTURE PAC REPRESENTE UNE MENACE POUR LA COMPETITIVITE

Lors d'un débat de haut niveau sur la future PAC organisé par le Parlement européen en Espagne, le Copa-Cogeca a mis en garde contre la bureaucratie excessive qu'impliquent les propositions de la Commission européenne sur la PAC après 2013, en soulignant qu'elles menaceront la compétitivité ainsi que la rentabilité économique des agriculteurs, des coopératives et des petites entreprises.

S'exprimant au nom du Copa-Cogeca, Lorenzo Ramos, Vice-président du Copa, a indiqué: « Il est primordial de réduire la charge administrative dans les propositions et de donner plus de confiance aux agriculteurs et aux coopératives sur le long terme. Le secteur agroalimentaire emploie quelque 40 millions de personnes dans l'UE. Il est essentiel de disposer d'une PAC forte dotée d'un budget conséquent. Je salue le fait que les paiements directs de la PAC se poursuivent à l'avenir. Cependant, la proposition de la Commission, composée de 6 strates de paiements, tels que les paiements pour le verdissement, les paiements couplés, s'avère beaucoup plus lourde pour les agriculteurs et les gouvernements et doit être révisée ».

Les propositions de la Commission d'imposer de nouvelles contraintes environnementales obligatoires aux agriculteurs, en rendant les paiements directs dépendants à hauteur de 30% du respect de règles environnementales, vont également affaiblir le secteur, augmenter les coûts pour les agriculteurs et menacer la sécurité alimentaire. C'est pourquoi nous demandons que l'accent soit mis sur des mesures qui améliorent la rentabilité, la compétitivité et la productivité de l'agriculture et du secteur agroalimentaire de l'UE, tout en apportant des bénéfices pour l'environnement. La future PAC doit se concentrer sur l'amélioration des performances économiques des agriculteurs et des coopératives ainsi que l'amélioration du fonctionnement de la chaîne alimentaire pour veiller à ce qu'ils tirent de meilleures recettes du marché.

M. Ramos a également fait part de ses inquiétudes concernant le projet d'accord de libéralisation des accords commerciaux UE-Maroc, expliquant que celui-ci aurait un effet dévastateur sur le secteur des fruits et légumes, notamment les tomates. Ceci s'inscrit à contre courant de la Stratégie UE2020 pour l'emploi et la croissance. La Commission européenne aurait dû entreprendre une étude d'impact socio-économique avant de poursuivre cet accord. Cet accord menacera des milliers d'emplois dans les zones rurales européennes, des zones qui ont déjà été touchées de plein fouet par la crise économique. Les importations du Maroc ne sont pas tenues de respecter les normes élevées de production que doivent respecter les produits européens. Ceci nous inquiète fortement. « J'en appelle à la Commission européenne, aux eurodéputés et aux Ministres, afin qu'ils veillent à la bonne exécution des contrôles et sauvegardes, pour empêcher de fortes perturbations du marché. La Commission doit également travailler sur le système de prix d'entrée et gérer correctement le quota mensuel », a-t-il affirmé.

Des eurodéputés, des représentants de haut niveau, le Commissaire européen à l'Agriculture Dacian Cioloș ainsi que des représentants clé du gouvernement espagnol ont participé à cette conférence.

Pour de plus amples informations, veuillez contacter :

Pekka Pesonen

Secrétaire général

Tél.: +32 2 287 27 27

Pekka.Pesonen@copa-cogeca.eu

Amanda Cheesley

Press Officer

Tél. portable: + 32 474 840 836

amanda.cheesley@copa-cogeca.eu

CDP(12)1753:1
